Une approche pragma-sémantique du clivage gauche-droite[1]

Fabien Schang

"Dieu se rit de ceux qui déplorent les effets dont ils chérissent les causes."
Bossuet, *Sermons*.

Si j'ai choisi ce titre pompeux pour mon intervention, c'est parce que je vais proposer ici une certaine philosophie du *langage* politique[2] pour aborder le clivage gauche-droite. Je vais tenter de montrer que ces deux mots relèvent d'un usage qui combine deux aspects linguistiques : un aspect *sémantique*, qui concerne les choses que les mots désignent dans la réalité; et un aspect *pragmatique*, qui concerne la façon dont les locuteurs utilisent les mots pour agir et produire des effets.

D'une part, les mots 'gauche' et 'droite' sont ce que l'on appelle en sémantique pure des termes *indexicaux*, c'est-à-dire des expressions qui, comme 'je', 'ici' ou 'maintenant', ne désignent aucune chose précise mais renvoient toujours à quelque chose. D'autre part, la signification de 'gauche' et 'droite' est selon moi l'exemple parfait de ce que le philosophe du langage Saul Kripke a qualifié de 'déviation dans l'usage' et considéré comme une confusion entre la *référence* d'une expression et sa *description* en termes de propriétés définies (voir Kripke 1982). Ainsi, les mots 'gauche' et 'droite' auraient été détournés de leur usage initial (celui de leur acte de baptême du 11 septembre 1789) pour devenir synonymes de descriptions typiques du discours politique: les *idéologies*.[3]

Mon exposé se compose de quatre parties. D'abord, gauche et droite désignaient à l'origine un rapport au *pouvoir* ; une confusion s'est produite entre-temps entre le pouvoir en tant que tel (*finalité* du politique) et l'idéologie susceptible de l'incarner (comme *moyen* de justification pour accéder au pouvoir), alors que le pouvoir ne renvoie à aucune idéologie en particulier (section 1). Ensuite, cette approche du clivage gauche-droite fournit une explication à une célèbre citation du philosophe Alain, souvent citée et toujours admise mais jamais justifiée (section 2). Enfin, je montrerai les objections à ma thèse sur le clivage gauche-droite (section 3) et tenterai d'y répondre en explorant les fondements du pouvoir politique (section 4).

---

[1] Ceci est la version courte de mon exposé, afin de respecter le délai prévu; une version longue est disponible par ailleurs, qui s'attarde sur les analyses traditionnelles du clivage gauche-droite avant de proposer une approche alternative.

[2] Les sections qui suivent sont extraites de deux travaux: un article, "O Nomear e a Ordem" (La logique des mots politiques), publié en 2020; un ouvrage, *Politiquement parlant: essai de philosophie du langage politique* (manuscrit), 262 pp.

[3] Un exemple de cette approche descriptive du clivage gauche-droite est l'analyse taxonomique proposée par Rémond (1954), pour la droite française, et pour la gauche française par Julliard (2012).

1

La distinction politique entre gauche et droite donne lieu à quelques désaccords fondamentaux. Pour de Benoist (2017), cette distinction n'a plus de sens et devrait être remplacée par un nouveau clivage entre populisme et élitisme[4]. Si d'autres comme Mouffe (2018) ont raison de maintenir la distinction entre un populisme 'de gauche' et un populisme 'de droite', alors le nouveau clivage revendiqué par le premier ne fait qu'ajouter une précision au clivage traditionnel[5]. Loin d'abandonner celui-ci, Bobbio (1996) présente la distinction gauche-droite comme un outil indispensable à l'analyse du politique.

Qui dit vrai, et pour quels motifs le clivage devrait-il être abandonné ou maintenu ? Une explication en trois étapes peut être avancée pour penser que la division gauche-droite n'a plus de sens. Premièrement, l'opposition traditionnelle entre les systèmes économiques du capitalisme et du communisme a disparu depuis la fin de la Guerre froide et le démantèlement du bloc soviétique. Deuxièmement, la multiplication de nouveaux thèmes politiques (écologisme, féminisme, souverainisme, anti-spécisme, etc.) vide substantiellement l'opposition binaire initiale entre deux camps politiques. Troisièmement, le champ de réflexion politique qui résulte de la profusion de nouvelles idées est trop complexe pour être réduit à une opposition binaire. Par exemple, l'écologisme peut être combiné à des positions politiques antagonistes telles que l'anticapitalisme décroissantiste ou le 'capitalisme vert' de développement durable ; le féminisme peut être combiné également à un laïcisme universel ou à un communautarisme indigéniste. On parle dans les pays européens de 'complot rouge-brun' pour désigner la collusion entre le communisme d'extrême gauche et le nationalisme d'extrême droite, ou encore la collusion entre l'antisionisme d'extrême gauche et l'antisémitisme d'extrême droite. On parle aussi d'un péril 'islamo-fasciste' ou 'fascisme vert' dans les pays occidentaux, pour mettre en évidence l'incompatibilité entre la religion musulmane et les régimes démocratiques[6]. De ce fait, le champ politique actuel paraît trop compliqué pour être réduit à une simple dichotomie.

Face à cette confusion générale, je veux défendre cette dichotomie pour deux raisons principales. La première est que la multiplication de nouveaux thèmes politiques n'empêche pas de maintenir l'organisation générale du discours politique en deux camps exclusifs et exhaustifs. La seconde est qu'une telle division n'a pas à être associée à une quelconque idéologie en particulier, dans la mesure où elle transcende les époques et les lieux où elle se manifeste. Bien que le clivage gauche-droite provienne du contexte historique particulier de la

---

[4] Voir ci-dessous une émission où de Benoist était invité à s'exprimer sur le clivage gauche-droite : https://www.youtube.com/watch?v=1tWqud-zS-c&ab_channel=RTFrance

[5] Voir notamment le débat entre De Benoist et Mouffe, qui traite de la distinction gauche-droite par le biais du thème 'transversal' du populisme:
https://www.youtube.com/watch?v=9E_9c8B1cPg
Une autre position semblable à celle à Alain de Benoist a été défendue par Denis Collin, dans le cadre de la même émission et plus récemment:
https://www.youtube.com/watch?v=vq2kkgl_TAw&t=955s&ab_channel=RTFrance

[6] On a reproché à l'appellation d''islamo-fascisme' (comme synonyme d''islamo-gauchisme') de combiner des idéologies sans racines historiques communes et de dissimulant en vérité un discours islamophobe d'extrême droite. Pour une généalogie du concept politique d'islamisme, voir Loty (2019).

Révolution française et qu'il fût basé initialement sur un critère unique (pour ou contre l'absolutisme royal), il ne dépend pas de celui-ci et peut être maintenu comme principe organisateur de la pensée politique. Une question centrale demeure pour justifier ce principe, cela dit : pourquoi une opposition binaire ? Pour répondre à cette question, je vais proposer une analyse aussi impartiale que possible et basée sur l'analogie avec un domaine de réflexion qui n'a rien de politique : la théorie des jugements de Kant (2006), puis sa modification conceptuelle proposée par la théorie anti-descriptiviste de Kripke (1982). L'idée de Kripke était la suivante: c'est une erreur de penser que tous les jugements de nécessité sont automatiquement des jugements *a priori*, c'est-à-dire des jugements dont la vérité ne dépend pas du recours à l'expérience. Il y aurait des jugements qui sont nécessaires sans être *a priori*, et qui sont donc *a posteriori*; et il y aurait des jugements qui sont *a priori* sans être nécessaires, donc contingents. C'est exactement ce schéma de pensée que je propose d'appliquer au cas du clivage gauche-droite: il y aurait des politiques qui sont de droite sans être conservatrices, et qui sont donc progressistes ; et il y aurait des politiques qui sont conservatrices sans être de droite, et qui sont donc de gauche. L'opinion commune des politologues au sujet des attitudes politiques (à supposer qu'il y en ait bien une) est similaire à l'opinion de l'épistémologie pré-kantienne et des empiristes logiques à propos de la nature de jugement. De même que ces derniers considéraient comme logiquement équivalents les mots 'analytiques' et '*a priori*' (et cela vaut donc aussi pour leurs opposés respectifs que sont les mots 'synthétiques' et '*a posteriori*'), les premiers paraissent assimiler tout aussi bien le conservatisme à la droite et le progressisme à la gauche.[7] Cela revient à penser qu'il ne peut pas y avoir de gauche conservatrice *par définition*, pas plus que de droite progressiste. Mais avant de réfuter cette opinion largement partagée, encore faut-il s'entendre sur les expressions qui la composent. Je me dois donc de proposer une définition de départ pour les concepts de droite et de conservatisme, avant de considérer leurs opposés contradictoires de la gauche et du progressisme (Voir l'Annexe des définitions, à la page 14 ce document).

Comme son nom l'indique, le 'conservatisme' peut être caractérisé comme l'attitude de celui qui souhaite conserver quelque chose, ou ne pas le modifier. Or la grande difficulté, souvent laissée inaperçue, vient de l'identification entre *ce qui* est à conserver et la *façon* de le conserver. Bien qu'il puisse sembler paradoxal de prétendre conserver ce qui n'est plus (après avoir été), on peut parler d'un certain conservatisme dont l'objectif serait de restaurer un ordre des choses issu de la tradition ou d'un ordre naturel. Quant à l'identité de ce qui est à conserver, il peut s'agir aussi bien d'un ordre moral que d'un type de gouvernement déchu ou de l'environnement naturel. Pour simplifier la notion sans la travestir, j'appellerai *conservatisme* l'attitude politique de celui qui fait du groupe la mesure de toute norme politique et privilégie les institutions collectives (famille, Etat, religion) sur les volontés individuelles ou, pour le dire autrement, la coexistence sur l'existence. De ce fait, on entendra par 'progressisme' l'attitude opposée de ceux qui font de l'individu la mesure de toute norme politique et privilégient les volontés individuelles sur les institutions collectives, c'est-à-dire

[7] Dans un diagramme de l'espace politique, Parenteau & Parenteau (2008: 194) considère en ce sens le conservatisme comme la principale idéologie politique de 'la droite', et le progressisme comme celle de 'la gauche'.

l'existence de chacun sur la coexistence avec autrui. La question se pose dès lors : dans quelle mesure le conservatisme serait-il nécessairement de droite ?

J'en viens ici au point principal. Je pose que la modalité de la droite pour garantir la concorde sociale est le *maintien* de l'ordre établi, tandis que la modalité de la gauche repose au contraire sur la *transformation* de cet ordre. Rien de nouveau jusque-là. Mais je crois aussi, et surtout, que le clivage gauche-droite est victime d'une confusion profonde entre les notions de conservatisme et de droite, et que cette confusion est du même type que celle entre les jugements *a priori* et les jugements nécessaires depuis Kant. La confusion est celle entre la *fin* et les *moyens*: être nécessaire c'est être toujours vrai, être *a priori* c'est constater cet état de choses sans avoir recours à l'expérience, et une proposition peut être toujours vraie sans être connue *a priori*. Même chose ici: être de droite c'est être au pouvoir, être conservateur c'est proposer un modèle de société afin d'accéder au pouvoir, et une politique peut être de droite (si elle est au pouvoir) sans être conservatrice. En référence à l'événement fondateur du 11 septembre 1789, il est possible de reformuler le mot 'droite' pour le distinguer de 'conservatisme' : ce sera la *conformité à un état de chose*s *politique*, quel qu'il soit. On peut distinguer deux grands types d'état de choses politique (ou 'ordre social', si vous préférez) : *économique*, qui renvoie à la norme des modes de production et d'échange de biens matériels entre les membres d'une collectivité ; *moral*, qui renvoie aux normes comportementales des individus au sein de l'espace public.

Je reviens maintenant sur les fondements de l'opposition binaire entre droite conservatrice et gauche progressiste. Si l'expression 'droite progressiste' peut rebuter le sens commun, c'est dans la mesure où l'on assimile le progressisme émancipateur à la contestation par la 'gauche' de l'ordre établi ; et l'expression de 'gauche conservatrice' fait face à un obstacle épistémologique aussi longtemps que l'on associe le conservatisme au respect à droite de l'ordre établi. Le concept de 'libéral-libertaire' introduit par Clouscard (2008) semble être pourtant un cas du genre : le versant *libertaire* renvoie au progressisme émancipateur des individus tandis que le versant *libéral* correspond à l'état de choses économique du capitalisme de marché, le tout produisant une synthèse de citoyen-consommateur propre au progressisme de droite. Des mouvements tels que le syndicalisme révolutionnaire de Georges Sorel ou le national-bolchévisme de Ernst Niekisch semblent quant à eux des illustrations du conservatisme de gauche, étant donné que leur volonté de défendre des corps sociaux tels que la famille ou la classe ouvrière se combine avec l'obligation de renverser les institutions politiques capitalistes en place.[8] En ce sens, 'conserver' ne signifie pas maintenir l'ordre institué mais instaurer au contraire un ordre économique alternatif. Un autre cas envisageable de conservatisme de gauche est l'anarchisme de Proudhon, que Isabel (2017) décrit comme un programme de défense de la classe ouvrière au nom de valeurs morales traditionnelles telles que la famille et le travail. On est loin ici de l'image habituelle de l'anarchisme, de type libertaire.

[8] Georges Sorel (1847-1922) est considéré comme le père du syndicalisme révolutionnaire et l'introducteur du marxisme en France tout en étant inspiré de Proudhon ; Ernst Niekisch (1889- 1967) fut le principal influenceur de l''aile gauche' du parti nazi, par le biais des fr`eres Gregor et Otto Strasser.

Une objection contre l'existence d'un tel 'conservatisme de gauche' consiste à déclarer que Proudhon, Sorel et Niekisch partageaient des opinions *antisémites* qui sont tout simplement incompatibles avec l'universalisme historique de la gauche héritée de la Révolution française, et qu'ils ont inspiré également les mouvements fascistes des années 20.[9] Dans ce cas, aucun antisémite ne peut être de gauche et être antisémite serait une condition suffisante pour être de droite (ou, mieux encore, de l'extrême droite). Mais nous pouvons douter de cette relation entre les concepts d'antisémitisme et de droite. Certains commentateurs ont affirmé que l'attitude de Proudhon venait de son assimilation du juif au capitalisme et symbolisait de ce fait un 'antisémitisme de gauche'. En attendant, c'est probablement dans le but de préserver les deux relations d'*implication* entre antisémitisme et droite puis entre capitalisme et droite que Sternhell (2012) a dépeint le proto-fascisme de Sorel comme n'étant 'ni de droite ni de gauche' tout en maintenant l'appellation traditionnelle de fascisme comme idéologie d''extrême droite'. Mais comment quelqu'un peut-il être d'extrême droite' (faisant ainsi partie de 'la' droite en général) et n'être 'ni de droite ni de gauche' ? Sternhell devrait expliquer une telle contradiction, à moins qu'elle ne soit simplement rhétorique. Une explication alternative est la suivante. Soit nous devons admettre qu'il existe des anticapitalistes de droite et nier dès lors la relation d'implication entre droite et capitalisme, afin de sauver la déclaration selon laquelle Sorel était d'extrême droite. Soit nous pouvons ouvrir le débat et admettre qu'une 'extrême droite' de ce genre constitue une expression maladroite pour désigner une nouvelle attitude politique à part entière, à savoir : 'ni droite ni gauche'. Reste à savoir ce que signifie cette forme de 'troisième voie' et ce que veulent ses représentants, en plus de savoir ce qu'ils ne veulent pas. Une troisième option, que je vais défendre ici, consiste à rejeter les deux précédentes tout en maintenant la thèse d'un 'conservatisme de gauche'. Pour revenir au cas de Proudhon, nous pouvons expliquer la difficulté à admettre ce type de conservatisme de la manière suivante : l'influence profonde de la notion marxiste d''idéologie de la fausse conscience' est sans doute responsable de la relation de causalité établie par Marx et Engels (2014) entre l'ordre social et l'ordre économique, c'est-à-dire la relation causale d'infrastructure à superstructure. Cette connexion ne semble pas apparaître chez Proudhon, et le sens commun des politologues pourrait s'apparenter au résultat inconscient de la victoire du matérialisme dialectique de Marx sur le socialisme utopique de Proudhon. La difficulté pour admettre l'existence d'une gauche conservatrice et d'un progressisme de droite est en tout cas la même que celle pour admettre chez les lecteurs de Kant l'existence d'une nécessité *a posteriori* (et d'une contingence *a priori*). Surmonter cet obstacle épistémologique suppose tout d'abord une définition plus précise du premier terme, puis une distinction entre un sens usuel et un sens plus particulier de celui-ci.

Je conclus cette section par une note sceptique. La séparation nette entre droite et gauche repose sur une opposition forcée entre l'ordre *économique* et l'ordre *moral* : décider dans quels cas une valeur morale s'impose à tous au sein d'un corps social donné n'est pas plus évident que de décider dans quel cas un énoncé est vrai uniquement en vertu de la

[9] Sur l'antisémitisme de Sorel, voir en particulier les historiens Shlomo Sand : Georges Sorel en son temps (Paris, Seuil, 1985) et Sternhell (2012).

signification de ses termes dans un langage donné. Et de même que la séparation kantienne entre analytique et synthétique repose sur la croyance à un empirisme radical, le clivage gauche-droite repose sur la croyance à un individualisme radical. Il y a sans doute une part d'arbitraire dans les distinctions gauche-droite et conservatisme-progressisme, tout comme dans les oppositions analytique-synthétique et *a priori-a posteriori* ; mais cela ne donne aucune raison pour autant d'abandonner ces distinctions, et l'idée de Bobbio (1996) selon laquelle gauche et droite seraient des attitudes variables connote l'idée d'une distinction *de degré* (et non *de nature*). Expliquer la logique de ces attitudes constitue le thème suivant de mon intervention.

2

Je passe maintenant à l'aspect *pragmatique* du clivage gauche-droite. Une citation célèbre d'Alain reflète un usage déformant de ce clivage par rapport au niveau sémantique. Ce qui *n'*est *pas* de gauche *est* de droite et inversement, pour Bobbio (1996), car personne ne serait 'ni de gauche ni de droite' en politique. Bien que ceux que l'on appelle les 'centristes' revendiquent parfois ce positionnement extérieur au clivage, ni Bobbio ni Alain n'en acceptent l'augure. Je cite ce dernier:

> Quand on me demande si la division entre partis de droite et de gauche, entre gens de gauche ou de droite, a encore une quelconque signification, la première chose qui me vient à l'esprit est que quiconque pose la question n'est certainement pas de gauche.[10]

Pourquoi donc? L'explication de texte d'Alain est plus rhétorique que logique. Parlons logique, ici. Et de logique pragmatique, au sens d'une analyse des conséquences des propos d'un locuteur dans l'esprit de son interlocuteur. Je pense que ma thèse selon laquelle la droite implique la volonté de maintien d'un état de choses (et la gauche la volonté de son changement) est en mesure d'expliquer et conforter cette citation.
La 'logique' de ce propos serait la suivante: affirmer n'être ni de gauche ni de droite signifie 'être de *droite*' du point de vue d'un agent de *gauche* (qui souhaite le changement de l'ordre établi), tandis qu'il signifie 'être de *gauche*' du point de vue d'un agent de *droite*. Et vu que l'interlocuteur Alain se considérait 'de gauche', il a assimilé ceux qui se disent 'ni de gauche ni de droite' à des agents de droite. Alain a donc partiellement raison. N'être ni de gauche ni de droite implique le fait de ne pas être de gauche, donc de ne pas vouloir le changement ; mais cela ne signifie pas forcément vouloir le maintien de l'ordre établi, pas plus que l'agnostique n'est un athée. La logique pragmatique concerne les *effets* pratiques des attitudes politiques, et cette logique réduit la relation de contrariété à une relation de contradiction: celui qui ne veut pas le changement d'un ordre établi peut ne pas vouloir non plus son maintien, mais le résultat est le même si celui qui ne fait rien pour changer une situation contribue à son maintien. Alain a raison sur ce point. Mais celui qui ne veut pas le maintien

[10] In Emmanuel Beau de Loménie: *Qu'appelez-vous droite et gauche?* Paris: Dauphin, 2000: p. 21-22.

d'un ordre établi peut ne pas vouloir son changement non plus. L'ambiguïté réside ici dans la notion de *volonté*: ne pas vouloir quelque chose n'équivaut pas à vouloir son contraire, même si celui qui n'agit pas agit en quelque sorte en ne faisant rien: il contribue au maintien d'un *statu quo*, bon gré mal gré.[11]

L'usage de notions modales peut aider à clarifier la logique du clivage gauche-droite, ici. En admettant que la droite veuille le maintien d'un état de choses, et la gauche son changement, il est possible de définir ainsi le spectre politique sur la base d'une liste de convictions graduelles. Pour la gauche, la société du futur est meilleure que celle actuelle ; donc la société actuelle doit être changée. L'‘extrême gauche' veut son changement *nécessaire*, la gauche son changement *de fait*, et le centre gauche son changement *possible*. Pour la droite, la société du futur n'est pas meilleure que celle actuelle. L'extrême droite veut son maintien *nécessaire*, la droite son maintien *de fait*, et le centre droit son maintien *possible*. Quelles que soient les programmes idéologiques revendiqués, l'attitude politique est la fin que les idéologies doivent servir à titre de moyens. L'abolition des privilèges, la redistribution des richesses ou la séparation de l'Eglise et de l'Etat furent des moyens revendiqués par la gauche dans le passé ; l'identité des genres, le véganisme ou le transhumanisme seront peut-être ses principaux moyens revendiqués dans un futur proche.

3

Pour résumer ma thèse centrale : *le fond du problème c'est le problème du 'fond'*, c'est-à-dire la croyance fortement enracinée dans le sens commun et la science politique qui consiste à penser que les concepts de 'gauche' et de 'droite' doivent avoir un contenu propre pour avoir un sens. Le 'fond' recherché en permanence se surajoute à la signification *opératoire*, qui se contente de la 'forme': les concepts de gauche et de droite prennent leur sens dans des relations logiques, d'opposition et d'inférences morales entre des idéologies admises au préalable.[12] Ces inférences relient des idéologies entre elles, et elles sont un gage de cohérence minimale de la part des agents politiques. Un exemple de règle d'inférence récurrente dans le discours politique est le cas de la *reductio ad hitlerum*, prise à la légère par son fondateur Leo Strauss mais que je prends très au sérieux parce qu'il constitue une sorte de chantage moral malhonnête ou de manipulation des esprits.[13]

---

[11] Cela conforte l'idée que seul celui qui ne joue pas a déjà perdu: à l'idée que l'on ne peut pas perdre un jeu auquel on ne joue pas, le cas du jeu politique a ceci de singulier que tout le monde participe; en effet, tout le monde subit les effets de décisions collectives (à la différence des jeux privés), de sorte qu'il faut jouer pour pouvoir gagner.

[12] L'ensemble de ces relations formelles (ou sans contenu propre) est décrit en détail dans le chapitre 6 de mon ouvrage *Politiquement parlant: Essai de philosophie du langage politique* (manuscrit, 262 pp.).

[13] Sur l'origine de cette *reductio ad hitlerum*, son analogie avec la règle logique de la *reductio ad absurdum* et son usage en politique
(lorsque Bolsonaro accusa par exemple le nazisme d'avoir une origine 'de gauche', afin de discréditer son adversaire politique principal du PT (*Partido Trabalhista*); voir le lien ci-dessous:
https://www.lexpress.fr/actualite/monde/en-israel-jair-bolsonaro-assure-que-le-nazisme-etait-de-gauche_2070922.html),
voir Schang (202X).

Considérons ce qui suit comme la conclusion provisoire de ma réflexion. Premièrement, 'droite' et 'gauche' sont définis par rapport à un 'état de choses politique' donné. Et dans une démocratie représentative, cet état de choses se manifeste dans les critères du *pouvoir politique* et de l'*opinion publique*. Ce sont ces deux paramètres qui rendent compte des différents positionnements politiques possibles. L'état de choses politique correspond à l'un ou l'autre des deux paramètres que sont le pouvoir et l'opinion publique (ou 'dominante'). Le sens 1 renvoie à *la* politique comme activité visant à conquérir ou maintenir le pouvoir, par opposition au sens 2 *du* politique ou de la *méta*-politique :

- au sens 1 de l'état de choses, la 'droite' désigne toute attitude ou pensée conforme à ce qui est au pouvoir ou qui détient le pouvoir ; tandis que la 'gauche' désigne toute attitude ou pensée qui n'est pas conforme à ce qui est au pouvoir ou qui détient le pouvoir ;
- au sens 2 de l'état de choses, la 'droite' désigne toute attitude ou pensée qui est conforme à l'opinion dominante (c'est-à-dire la culture[14] ou mentalité ambiante dans un espace politique donné) ; tandis que la 'gauche' désigne toute attitude ou pensée qui n'est pas conforme à cette opinion dominante donnée.

Le premier sens du clivage gauche-droite repose sur l'objectif du pouvoir, donc il renvoie à la notion de 'la' politique comme activité sociale dont la finalité est la conquête du pouvoir pour organiser l'espace commun. Face à cette approche machiavélienne, le second sens du clivage rappelle bien plus Gramsci en associant le politique à la notion large de 'culture' : un ensemble d'opinions dominantes au sein d'un ensemble (ce peut être une catégorie sociale, un Etat, voire une civilisation regroupant plusieurs Etats). Observons les avantages, les conséquences et les nouveaux problèmes qui peuvent ressortir de ma définition non-descriptive, opératoire ou fonctionnelle de l'opposition gauche-droite.
Les avantages sont les suivants :

- la diversité des contenus idéologiques (dans le temps et l'espace) ne fait pas varier la signification des concepts de gauche et de droite, dès lors que ces derniers sont *essentiellement* vides de sens[15] et reposent sur des paramètres non-idéologiques (le pouvoir et la culture dominante) ;
- les mots 'extrême' et 'centre' sont dissociées ici de leurs connotations morales positives ou négatives, qui constituent l'usage évaluatif (péjoratif/mélioratif) des concepts politiques ; ils ne sont plus associés à des idéologies, mais à un type

[14] 'Culture' ne signifie pas ici le patrimoine des diverses productions artistiques reconnues (littérature, peinture, musique, etc.) ; au sens large, elle désigne l'ensemble des attitudes ou manières d'être caractéristiques d'un lieu ou d'une époque ; que nous l'appelions 'mentalité' ou *Weltanschauung* (représentation intuitive du monde), la culture dominante qui constitue ici le sens 2 des états de choses désigne quoi qu'il en soit ce qui amène une majorité collective à agir ou penser de la même façon.
[15] Ceci est une autre façon de formuler ce que Ernesto Laclau avait qualifié de 'signifiants vides' (voir Laclau 1977): malgré leurs contenus contextuels, les attitudes 'de gauche' et 'de droite' sont de simples variables idéologiques réglées entre elles par des relations d'inférence.

d'attitude relatif à l'exercice du pouvoir (sens 1 de l'état de choses) ou à la culture ambiante (sens 2 de l'état de choses) ;

- le concept (relativement) nouveau d'*extrême centre* trouve son sens : en tant que conjonction contradictoire de caractéristiques empruntées à la gauche et à la droite, il constitue le type de centre dont l'unique but est de se maintenir au pouvoir ('droite' pragmatique, sans aucun contenu idéologique) par le biais de tout discours public susceptible de satisfaire l'opinion dominante ; ce type de centre est donc flexible, au sens où aucune idéologie propre ne l'empêche d'appliquer un programme quelconque selon les contextes ou de réaliser des alliances électorales très variables ;
- par opposition à 'extrême centre', 'extrême droite' et 'extrême gauche' désignent deux types de droite et de gauche dont le discours et le programme s'accordent avec une idéologie de fond ; la clarté idéologique est la qualité qui constitue tout à la fois le défaut des extrêmes, lorsque leur rigidité idéologique devient un obstacle fondamental de leur accession au pouvoir dans les systèmes politiques parlementaires (on trouve ici une explication à la force centripète souvent associée à la prise de pouvoir : tout gouvernement doit composer avec des forces contradictoires pour se maintenir au pouvoir, quitte à compromettre ses engagements politiques initiaux) ;
- cette définition confirme l'idée de relativité des notions de droite et de gauche dans le temps et l'espace (la gauche française est différente de la gauche étasunienne ; une idéologie n'est pas essentiellement de gauche et de droite, comme en témoignent le nationalisme et le libéralisme dans l'histoire de France) ;[16]
- les deux sens de 'état de choses politique' (par rapport au pouvoir ou à la culture) permettent de distinguer clairement des concepts politiques tels que 'conservatisme' (conservation d'un modèle de culture, au sens 2 de l'état de choses) et 'légitimisme' (conservation d'un type de pouvoir, au sens 1 de l'état de choses), de trier les idéologies politiques selon que leur contenu désigne un rapport au pouvoir ou un rapport à la culture (à une certaine représentation du monde) ;
- cette définition concilie les deux sens de la 'métapolitique', qui désigne tantôt l'étude désintéressée des concepts généraux de la politique, tantôt la technique intéressée de modification des mentalités dominantes afin de conquérir le pouvoir (voir plus bas).

Ma définition opératoire du clivage gauche-droite a plusieurs conséquences dans l'usage de ces deux concepts opposés, et le public jugera la valeur explicative de ma thèse à la lumière des quelques effets suivants. Ainsi :

- dans les systèmes politiques démocratiques où l'opposition droite-gauche est utilisée, la droite désignera la majorité parlementaire et la gauche désignera l'opposition parlementaire (au sens 1 de l'état de choses) ;

[16] A noter que, dans la page Wikipédia consacrée au parti politique français La France Insoumise, ce dernier est défini par un ensemble d'idéologies incluant 'nationalisme de gauche'. Il y aurait donc un nationalisme 'de gauche' et 'de droite', tout comme il y a un souverainisme 'de gauche' et 'de droite' et un populisme 'de gauche' et 'de droite'. C'est en admettant ces difficultés terminologiques indésirables que l'explication fonctionnelle du clivage gauche-droite trouve sa valeur explicative.

- un agent peut être ‘de gauche’ ou ‘de droite’ en fonction du pouvoir en place (sens 1 de l’état de choses) ou de la culture dominante (sens 2 de l’état de choses), bien qu’il exprime la même opinion politique (ou préférence idéologique) dans les deux cas de figure ;
- deux agents contemporains (appartenant à la même histoire) ayant les mêmes opinions politiques peuvent être respectivement ‘de gauche’ et ‘de droite’, selon l’espace politique auquel ils appartiennent et l’état de choses qui constitue leur propre espace politique.

En revanche, les effets ci-dessous de ma théorie pourraient être une bonne raison de ne pas accepter mon idée centrale s’ils créent de nouveaux problèmes que la théorie produit et ne sait pas résoudre. Ces problèmes sont les suivants :

- les énoncés tels que ‘la gauche est au pouvoir’ ou ‘l’opposition parlementaire est de droite’ deviennent des énoncés absurdes ou contradictoires : si la gauche désigne ce qui n’est pas au pouvoir (sens 1 de l’état de choses), alors ‘la gauche est au pouvoir’ équivaut à la pensée que ce qui n’est pas au pouvoir est au pouvoir ;
- comment définir ‘gauche’ et ‘droite’, si les sens 1 et 2 de l’état de choses politique ne concordent pas (c’est-à-dire si une politique appliquée au pouvoir ne concorde pas avec la culture ou opinion dominante de l’espace public correspondant) ? Cela signifie qu’un même parti peut être ‘de gauche’ (au sens 1 de l’état de choses politique) et ‘de droite’ (au sens 2 de l’état de choses politiques) à la fois ;
- l’opinion dominante ou culture (sens 2 de l’état de choses politique) n’a pas de limites ni de modes de reconnaissance explicites, de sorte que le second critère du clivage gauche-droite est utile en théorie mais inutilisable dans la pratique.

Les deux premiers ‘problèmes’ ne constituent pas un obstacle majeur à ma théorie ; en particulier, la contradiction produite par l’énoncé ‘la gauche est au pouvoir’ repose sur un usage descriptif du mot ‘gauche’, ici, de sorte qu’un usage fonctionnel la reformulerait en ‘l’ancien parti de gauche est désormais au pouvoir’. En revanche, l’ambiguïté du paramètre de l’état de choses peut constituer une difficulté fatale si ma thèse centrale repose sur elle. Je dois donc faire un dernier effort d’analyse en me consacrant à une explication approfondie du concept d’état de choses. C’est de lui que dépend la nouvelle signification de l’opposition politique gauche-droite, en termes d’*hégémonie*.

4

Le plus grand danger pour la politique est que celle-ci soit privée de sens, et le but de la science politique est d’en expliquer les ressorts. La notion d’*extrême centre* a été mise en avant ici afin de mettre en évidence ce phénomène de notre temps : le discrédit porté contre la politique, et l’atmosphère de frivolité qui accompagne les processus électoraux au sein des systèmes politiques démocratiques. A quoi bon la politique, si celle-ci consiste à affirmer tout

et rien à la fois sans qu'aucun nouvel effet pratique n'accompagne les discours officiels réduits à des 'éléments de langage' ? Telle fut l'accusation que je viens de formuler contre cette attitude d'extrême-centre, variante nihiliste du centrisme dont le mode d'action consiste à ne reposer sur aucune structure idéologique en particulier. Or tout dire sans conséquences pratiques, cela revient à ne rien dire à la fois. Le seul impératif de prise ou de maintien du pouvoir explique en large partie la crise de confiance dans les démocraties actuelles, et le discours moraliste du 'danger des *extrêmes*' ne pourra pas tenir longtemps sans une réflexion honnête sur le rapport attendu entre gouvernants et gouvernés.

J'ai proposé quelques pistes de réflexion d'ordre *métapolitique* pour participer à cet effort, et les précisions terminologiques apportées plus tôt permettent de montrer le double sens de la métapolitique et la genèse du clivage gauche-droite.

Dans son premier sens, spéculatif, la métapolitique est une méta-discipline qui n'a pas plus pour objectif d'associer un certain contenu à la notion de 'gauche' et de 'droite' que la méta-éthique ne souhaiterait déterminer le sens des notions de bien et de mal. Il s'agit dans les deux cas d'étudier l'usage des concepts indépendamment des valeurs qui leur sont associées, et mon explication de l'usage des concepts de gauche et de droite a été formulée ainsi en termes de relations formelles et fonctionnelles.

Dans son second sens, activiste, la métapolitique trouve son origine dans les travaux des philosophes allemands Hufeland et Schlözer et prend le sens de lois politiques supérieures aux décisions humaines conformes à un ordre naturel des choses. Joseph de Maistre reprit cette notion pour justifier ses positions contre-révolutionnaires, et il va de soi que ce sens est absent de ma réflexion actuelle sur le politique. Le sens bien plus intéressant est celui qualifié de 'gramscisme de droite', dérivé du marxisme non-orthodoxe d'Antonio Gramsci. Selon Gramsci (1983), la culture n'est pas une simple superstructure, c'est-à-dire l'effet secondaire d'une infrastructure instaurant des rapports de production au sein d'une société donnée (et un rapport de force consécutif entre ceux qui détiennent le pouvoir et ceux qui le subissent). L'autonomie de la sphère culturelle impliquerait qu'il serait possible de modifier cette culture pour subvertir l'ordre des rapports de production, essentiel dans la théorie marxiste orthodoxe, et faire accéder le prolétariat au pouvoir par le biais d'une transformation de la culture au sens large (changer les mentalités pour prendre le pouvoir par les idées, au sein des systèmes politiques démocratiques). La raison pour laquelle ce gramscisme a été qualifié 'de droite' vient de sa récupération dans le contexte français par plusieurs laboratoires d'idées étiquetés d'extrême-droite, tels que le GRECE (Groupe de Recherche et d'Etudes pour la Civilisation Européenne) et la Nouvelle Droite d'Alain de Benoist.

Le second sens de la métapolitique montre la relation d'implication entre les deux sens de l'état de choses, indispensable ici pour donner un sens aux concepts de gauche et de droite : si tout ce qui est susceptible de modifier l'opinion ambiante est susceptible de modifier la conduite du pouvoir, alors c'est la satisfaction du sens 2 (gramscien) de l'état de choses qui constitue une condition *nécessaire* à la satisfaction du sens 1 (machiavélien) de cet état de choses. Cela concorde avec la définition correcte du système politique de la démocratie, où le pouvoir politique est l'expression de la volonté générale qui résulte de l'opinion dominante.

Au moins deux objections peuvent être levées contre ce compte-rendu idéal de la démocratie. D'une part, l'adéquation d'un discours par rapport à une culture dominante est-elle une condition nécessaire à l'exercice du pouvoir politique ? On peut trouver bien des cas où un pouvoir politique s'exerce sans le soutien ou l'accord de principe avec une culture dominante, comme c'est le cas lorsque les pouvoirs en place orientent le programme national dans l'intérêt d'une minorité de personnes de l'espace politique. On peut parler alors de démocratie 'formelle', c'est-à-dire de situation politique où le gouvernement en place a respecté le critère formel des élections représentatives pour accéder au pouvoir mais n'exprime pas ou n'exprime plus la volonté générale après la prise de ce pouvoir.[17] Le pouvoir peut se dispenser notamment de suivre la volonté générale lorsqu'il juge qu'une décision électorale a été prise en vertu de mauvaises raisons, et qu'il est du devoir des responsables politiques de rectifier cette décision au nom de la 'vertu' politique. Le principe d'*épist(ém)ocratie* incarne chez Brennan (2016) cette notion de souveraineté sélective du peuple dans les démocraties modernes, et le caractère anti-démocratique de cette manière de maintenir un état de choses politique mérite d'être examiné mais ne le sera pas ici. D'autre part, on peut se demander également si l'accord d'un parti politique avec un état de choses culturel (au sens 2) est une condition suffisante pour gouverner. Une certaine orientation politique peut accéder au pouvoir (et donc devenir 'de droite') sans concorder pour autant avec la volonté générale d'un système démocratique donné, ce qui peut être le cas lorsque le président, le gouvernement et la majorité parlementaire sont choisis 'par défaut' dans le cadre d'élections démocratiques légales.[18] Il y a donc une sorte d'indépendance logique entre les deux types d'état de choses politique, au sein des démocraties parlementaires. La prise du pouvoir n'implique pas que le discours gouvernemental reste conforme à la volonté générale exprimée lors des élections, et cette prise de pouvoir peut même se faire sans l'accord de cette volonté. Malgré les difficultés pour donner un sens concret et stable aux deux sens de l''état de choses' politique, la métapolitique a pour but de modifier les opinions dominantes et de légitimer ainsi l'arrivée au pouvoir d'une idéologie jusqu'alors minoritaire. Selon Gramsci et de Benoist, militantisme et propagande œuvrent pour une modification des opinions dominantes et pour l'arrivée au pouvoir de nouvelles idées sur la base d'une offre qui détermine la demande. La notion de changement n'a donc rien 'de gauche' en particulier, lorsqu'elle ne dit rien par avance sur ce qu'il est bon de faire ou ne pas faire en vue de garantir le bien commun. En revanche, le changement vise immanquablement à un objectif pratique : la prise de pouvoir, qui constitue le sens machiavélien du concept de 'droite' et repose sur la conquête de l'opinion dominante au sens gramscien du terme. Le sens de la

[17] La réintroduction en France du Traité de l'Union Européenne par le vote de l'Assemblée nationale en 2008, après le rejet de ce traité par un référendum qui eut lieu en 2005, est un exemple de divergence entre la décision des représentants du peuple et la volonté initiale de ce peuple. Se conformer à l'opinion dominante ne constitue donc pas une condition nécessaire à l'exercice du pouvoir.

[18] Dans un système de suffrage majoritaire à deux tours, un candidate peut terminer second au premier tour et obtenir une majorité absolue au second tour sans obtenir la majorité nominale des votes exprimés: on peut concevoir une situation dans laquelle le nombre des abstentionnistes et des votes blancs serait si élevé que le futur président serait élu par une minorité d'électeurs si ces 'non-votes' ne sont pas pris en compte dans le décompte final. Les démocraties 'formelles' ignorent ces formes de désaccord et ne retiennent que les résultats numériques du second tour.

relation entre les deux types d'état de choses politique pose problème quoi qu'il en soit : est-ce l'opinion dominante qui fait le pouvoir politique, l'inverse, ou les deux instances sont-elles indépendantes l'une de l'autre ? Imaginer que ce soit le pouvoir qui fasse (ou défasse) l'opinion dominante ferait de la démocratie une simple apparence formelle de liberté politique, dans la mesure où la responsabilité des citoyens vis-à-vis du processus de vote n'implique pas l'autonomie réelle de leur raison. Mais ce problème de circularité entre pouvoir et raison publique va bien au-delà de ma réflexion sur le clivage gauche-droite, dont la signification suppose quoi qu'il en soit un cadre formel prédéfini. Avec, ou sans démocratie 'réelle' à la clef.

Je vous remercie.

Bibliographie

Brennan, J. (2016). *Against Democracy*. Princeton University Press.
Clouscard, M. (2013). *Néo-fascisme et idéologie du désir*. Editions Delga (1e édition: 1973).
De Benoist, A. (2017). *Droite-gauche, c'est fini! Le moment populiste*, éditions Pierre-Guillaume de Roux.
Deneault, A. (2017). *Politiques de l'extrême centre*. Editions Lux, collection Lettres Libres.
Gramsci, A. (1971). *Selections from the Prison Notebooks*, International Publishers.
Julliard, J. (2012). *Les gauches françaises*, Flammarion Documents et Essais.
Kripke, S (1982). *La logique des noms propres*. Trad. P. Jacob et F. Récanati, Paris: Les Editions de Minuit.
Laclau, E. (1977). *Politics and Ideology in Marxist Theory: Capitalism, Fascism, Populism*. London: NLB.
Mouffe, C. (2018). *For leftist populism*. Paperback
Niekisch, E. (1929). *Politik und Idee*. Widerstands-Verlag Anna Niekisch, Dresden.
Parenteau, D. & Parenteau, I. (2008). *Les Idéologies Politiques: Le Clivage Gauche-Droite*. Presses Universitaires du Québec.
Rémond, R. (1954). *Les droites en France*, Aubier-Montaigne, Paris.
Schang (2015). "Le ninisme est-il un nihilisme?" Article en ligne dans la revue électronique *Implications Philosophique*s:
http://www.implications-philosophiques.org/le-ninisme-est-il-un-nihilisme/
Schang, F. (2020). "O Nomear e a Ordem" (trad.: "La logique des mots politiques"), *Revista de Filosofia Moderna e Contemporânea*, 8(2), 2020: 355- 381.
Schang, F. (202X). *Politiquement parlant (Un essai de philosophie du langage politique)*. Manuscrit, 262 pp.

Annexe: définitions

Droite et Gauche
Droite
Maintenir l'état de choses politique actuel (afin de préserver l'harmonie sociale).
Gauche
Modifier l'état de choses politique actuel (afin d'obtenir l'harmonie politique).

État de choses politique
Économique
Modes de production et d'échange de biens matériels entre des personnes au sein d'un espace public.
Moral
Normes de comportement des individus au sein d'un espace public.

Conservatisme et Progressisme
Conservatisme
Attitude politique qui conçoit le groupe comme le modèle de toute norme politique; fait primer les institutions collectives (famille, État, Église) sur les volontés particulières et la coexistence sur l'existence.
Progressisme
Attitude politique qui conçoit l'individu comme le modèle de toute norme politique; fait primer les volontés particulières sur les institutions collectives et l'existence sur la coexistence.

Un exemple de progressisme de droite
Libéral-libertarisme (Clouscard 2008)

- libéralisme = état de choses économique (donc de droite)
- émancipation de l'individu à l'égard des normes collectives (progressisme)

Progressisme et Gauche

- ce que 'progressisme de droite' veut dire ici est communément appelé 'centre gauche'
- le choix de cette appellation 'centre gauche' repose sur une confusion entre 'progressisme' et 'gauche'

Un exemple de conservatisme de gauche
National-bolchévisme (Niekisch 1929)

- anticapitalisme (donc de gauche)
- défense des institutions collectives: famille, classe ouvrière (conservatisme)

Conservatisme et Droite

- ce que 'conservatisme de gauche' veut dire ici est communément appelé 'extrême droite'
- le choix de cette appellation 'extrême droite' repose sur une confusion entre conservatisme et droite